

Paris, 3 avril 2013

La Syrie après le sommet de la Ligue Arabe et la réunion des BRICs. Position russe et iranienne.

Par Michel Roche, consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

Le sommet de la Ligue arabe à Doha les 26 et 27 mars, a permis comme prévu à l'opposition syrienne de siéger en lieu et place de la Syrie de Bashar el Assad. Les pays arabes se sont engagés à demander que l'opposition puisse également siéger aux Nations Unies et ils ont affirmé leur droit de fournir des armes à l'opposition sur le terrain, donnant ainsi une apparence de légitimité aux livraisons qui sont de plus en plus nombreuses. En organisant ce sommet Qatar a donc obtenu un succès diplomatique en termes de visibilité; mais sur le fond, le bilan est plus nuancé pour l'Emirat.

D'abord, parce que la décision d'admettre officiellement l'opposition syrienne n'a pas fait l'unanimité : l'Algérie, le Liban et l'Irak ont en effet exprimé leurs réserves. Certes ceci n'a pas de conséquences sérieuses, car ces trois pays n'avaient pas vraiment les moyens de s'opposer à l'orientation voulue par Doha. Mais surtout par ce que les divergences entre les perspectives de l'Arabie Saoudite et celles de Qatar sont apparues de plus en plus clairement. Riyad reproche à Doha, tout autant qu'à la Turquie, un soutien trop appuyé aux Frères Musulmans. Le désaccord sur la place qui doit revenir aux Frères explique largement les palinodies au sein de la direction de la coalition de l'opposition syrienne elle-même.

A peine désigné, le « premier Ministre intérimaire », M. Hitto, qui est l'homme de Qatar et d'Ankara a en effet disparu de l'actualité, ce qui pourrait conforter l'analyse selon laquelle il n'aurait pas été reconnu par l'ALS. Quoi qu'il en soit, il a manifestement été invité à se faire discret et ce n'est pas lui qui a présidé la délégation syrienne à Doha, mais bien son concurrent le président démissionnaire, M. Moaz al Khatib. Pour prix de son retour à la tête de la Coalition celui-ci semble avoir obtenu des garanties sur une meilleure représentation des femmes et de la minorité alawite au sein des mouvements d'opposition. On peut aussi penser qu'il a reçu des soutiens sur l'option d'une ouverture vis-à-vis des cadres syriens jusqu'à présent restés fidèles à Bashar el Assad, qui constitue un point essentiel pour la reconstruction du pays.

Comme il était prévisible, la Russie s'est vivement élevée contre la reconnaissance officielle de l'opposition par la Ligue Arabe et indiqué sa volonté de s'opposer à une tentative de reconnaissance par les Nations Unies. Moscou a certes les moyens de bloquer le processus si la question était abordée au Conseil de Sécurité, en revanche si le dossier était porté à l'Assemblée générale comme l'opposition semble vouloir le faire, ce serait plus difficile. Le groupe des « amis de la Syrie » disposerait en effet une majorité à l'Assemblée, ce qui pourrait assurer à l'opposition un vote favorable. Mais ceci suppose que l'opposition puisse faire la preuve d'ici le mois de septembre qu'elle est parvenue à surmonter ses propres divisions.

La diplomatie russe s'est aussi activée pour reprendre l'initiative lors du sommet des BRICs à Durban (27 mars) où des positions conformes à ses vues ont été adoptées. Les grands émergents s'expriment peu sur le dossier, mais ils ne partagent pas l'approche occidentale et leurs voix compteront lorsqu'il s'agira d'adopter un nouveau texte aux Nations Unies. Le résultat du sommet est un texte de rédaction très diplomatique dans lequel on retrouve les préoccupations de Moscou, qui sont aussi celles de Pékin : rappel des principes du groupe d'action pour la Syrie, adoptés à Genève en 2012, qui reste à ce jour le seul document agréé par la communauté internationale, Occidentaux compris, et réaffirmation de la nécessité du dialogue entre tous les Syriens.

Moscou a aussi pris la décision d'accélérer le renforcement de sa présence navale en Méditerranée orientale en s'appuyant sur les moyens dont elle dispose en Mer Noire. Pour que le message du

Kremlin soit clair, le président Poutine a annoncé le lancement de manœuvres importantes en Mer Noire et il l'a fait dans l'avion qui le ramenait du sommet de Durban.

Enfin l'Iran. Comme on pouvait s'y attendre Téhéran a lui aussi condamné la décision de la Ligue Arabe d'accorder à l'opposition syrienne le siège de la Syrie, rappelant au passage l'existence d'un plan iranien de règlement de la crise qui n'est guère différent de l'approche russe. Cela dit, ses moyens diplomatiques sont assez limités, qu'il s'agisse d'une tentative récente d'utiliser le groupe des non-alignés à New York pour faire passer des messages au Secrétaire général ou de gestes diplomatiques vis-à-vis du Caire, comme l'ouverture toute récente d'une ligne aérienne entre les deux capitales. Le message militaire sur le terrain est plus audible, qu'il s'agisse de l'appui en armes et en combattants aux soutiens du président al Assad qui continuent à transiter par l'Irak au grand dam des Américains, ou de l'instrumentalisation du Hezbollah libanais. Des navires iraniens se seraient d'ailleurs rendus dans la zone de Tartous, signe que le passage par le canal de Suez ne leur a pas été interdit.

Plus la Syrie s'enfonce dans la crise et plus il sera difficile de la reconstruire, comme le montre trop bien l'exemple irakien, sans oublier naturellement celui de la Libye. Alors que la Ligue Arabe constitue un élément essentiel dans le dispositif international, le tempo politique voulu par le Qatar n'est manifestement pas le bon. En voulant imposer ses propres perspectives et en instrumentalisant à cette fin sa présidence, l'Emirat creuse les divisions au sein de la Ligue Arabe. Le seul avantage que les Occidentaux peuvent tirer du sommet de Doha est qu'il facilite les livraisons d'armes qu'ils s'interdisent officiellement à eux-mêmes. La Croatie dont l'attitude n'a pas été au-dessus de tout soupçon durant la guerre dans l'ex-Yougoslavie, a ainsi repris du service pour le compte de ses anciens patrons. Enfin, la Russie et l'Iran dont on voit mal comment ils pourraient longtemps être tenus à l'écart du nouvel ordre à créer dans la région, ont eux aussi fait le choix tactique de renforcer leur pression. On finit par s'habituer à l'inefficacité de l'Europe ; il est consternant de constater l'absence du P5 sur ce dossier.

Michel Roche

Consultant indépendant

Associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

[Réagir](#)